



Département de la
Seine-Maritime

Arrondissement du
HAVRE

D.2018.12/217

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 10 décembre 2018

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	25
Nombre de Pouvoirs	07
Nombre de Votants	32

Extrait de la délibération affiché le **18 décembre 2018**.

L'an deux mille dix-huit, **le 10 décembre à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 30 novembre, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Patricia **DUVAL**, Alexandre **MORA** (pouvoir à Gilbert FOURNIER jusqu'à 18h28), Pascal **LEFEBVRE**, Jean-Pierre **QUEMION**, Liliane **HIPPERT**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (pouvoir à Daniel FIDELIN jusqu'à 18h17), Gérard **DELAHAYS**, Karine **LOUISET**, Juliette **LOZACH**, Franck **DORAY**, Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nada **AFIOUNI**, Damien **GUILLARD**, Gilles **BELLIERE**, Aurélien **LECACHEUR**.

Excusés ayant donné pouvoir

Emmanuel **DELINEAU** donne pouvoir à Virginie LAMBERT
Marie-Paule **DESHAYES** donne pouvoir à Nicole LANGLOIS
Sophie **CAPELLE** donne pouvoir à Gérard DELAHAYS
Stéphanie **ONFROY** donne pouvoir à Juliette LOZACH
Frédéric **LE CAM** donne pouvoir à Laurent GILLE
Hélène **SAMPIC** donne pouvoir à Dominique THINNES
Martine **LESAUVAGE** donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN

Excusé

Gilles **LEBRETON**

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 10 décembre 2018

2018.12/217

INTERCOMMUNALITE – CREATION DE LA COMMUNAUTE URBAINE – COMPETENCE EN MATIERE D'ECONOMIE - DEFINITION

M. Daniel FIDELIN, Maire. – Par arrêté du 19 octobre 2018, la Préfète de Seine-Maritime créée au 1^{er} janvier 2019 une communauté urbaine issue de la fusion de la Communauté de l'agglomération havraise (CODAH), de la Communauté de communes de Caux Estuaire et de la Communauté de communes du canton de Criquetot-l'Esneval.

Au nombre de ses compétences obligatoires listées par l'article L 5215-20 du CGCT figure notamment :
« *En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel de l'espace communautaire :*

- a) Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;*
- b) Actions de développement économique ; »*

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) avait renforcé les compétences des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale, elle avait notamment confié aux Communautés d'Agglomération compétence en matière de développement économique par la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des zones d'activité économique ;

La délibération 2016-0367 en date du 17 novembre 2016 de la Communauté de l'Agglomération Havraise (CODAH) avait pris acte de cette nouvelle compétence et établi la liste des Zones d'Activités Economiques (ZAE) de son territoire, destinées au transfert de compétence.

Le changement de statut de la CODAH au 1^{er} janvier 2019 ne remet pas en cause les critères qui ont été définis pour établir la liste des ZAE transférées, ainsi seul la zone d'activité économique d'Epaville reste compétences de la Communauté urbaine au 1^{er} janvier 2019. Les ZAE Parc d'activités du Château d'eau – Belle Etoile – Réauté, Parc d'activités du Centre Equestre, Parc d'activités du domaine de la Vallée, Parc tertiaire et La Lézarde restent dans le champ de compétences de la ville de Montivilliers.

La pépinière d'entreprises du Parc d'activités du Château d'eau – Belle Etoile – Réauté, composée de cellules de bureaux, de stockage et d'atelier, n'est également pas transférée. Il en est de même pour l'hôtel d'entreprises situé Parc d'activités du domaine de la Vallée, composé de cellules de bureaux et commerciales, de stockage, d'atelier.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article R 5215-20 ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 avril 2018 portant projet de périmètre de fusion de la Communauté de l'agglomération havraise (CODAH), de la communauté de communes de Caux Estuaire et de la Communauté de communes du canton de Criquetot-l'Esneval ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2018 portant création d'une communauté urbaine issue de la fusion de la CODAH, de la communauté de communes de Caux Estuaire et de la Communauté de communes du canton de Criquetot-l'Esneval ;

VU la délibération de la CODAH n°2016-0367 en date du 17 novembre 2016 ;

CONSIDERANT

- L'arrêté préfectoral du 19 octobre 2018 portant création d'une communauté urbaine issue de la fusion de la Communauté de l'agglomération havraise (CODAH), de la Communauté de communes de Caux Estuaire et de la Communauté de communes du canton de Criquetot-l'Esneval;
- Qu'au nombre des compétences obligatoires d'une communauté urbaine figure celle de « *la création, l'aménagement et l'entretien de la voirie – signalisation – parcs et aires de stationnement* » ;
- Qu'à l'occasion de la prise de cette compétence par la CODAH, des critères ont été établis pour définir quelles ZAE relevaient de la compétence de la CODAH ;
- Qu'à l'occasion de la création de la Communauté Urbaine, jusqu'à une délibération de celle-ci, la délibération du 17 novembre 2016 de la CODAH s'appliquera sur le territoire de cet ancien EPCI ;
- Qu'afin de répondre à une demande de la Trésorerie municipale, il s'agit d'acter et dresser la liste des ZAE restant dans le champ de compétence de la ville de Montivilliers au 1^{er} janvier 2019.

VU le rapport de M. le maire ;

Après avoir délibéré,

DECIDE

- d'acter, qu'au 1^{er} janvier 2019, la ville de Montivilliers reste compétente pour les ZAE (comprenant de l'immobilier d'entreprises) suivantes :
- Parc d'activités du Château d'eau – Belle Etoile – Réauté (dont la pépinière d'entreprises)
- Parc d'activités du Centre Equestre
- Parc d'activités du domaine de la Vallée (dont l'hôtel d'entreprises)
- Parc Tertiaire
- La Lézarde

ADOPTÉE A LA MAJORITE par le Conseil Municipal.

Pour : 31

Contre : 1 (Aurélien LECACHEUR)

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Envoyé en préfecture le 17/12/2018

Reçu en préfecture le 17/12/2018

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20181210-M_DE181210__217-DE